

**3^E CONFÉRENCE
INTERNATIONALE DE LA
TENDANCE MARXISTE-
RÉVOLUTIONNAIRE DE LA IV^E
INTERNATIONALE. (NOV. 1969)**

SDS n° 51, décembre 1969-février 1970

(...) Ses travaux ont duré 3 jours et ont porté plus particulièrement sur l'état actuel et les perspectives de la Révolution Coloniale, sur l'évolution singulière des Etats Ouvriers et la crise du mouvement communiste international : sur la situation dans les pays capitalistes avancés et la nouvelle dynamique de la Révolution Socialiste Mondiale. (...) Le troisième point à l'ordre du jour de la Conférence concernait la situation dans les pays capitalistes avancés et la nouvelle dynamique de la Révolution Mondiale. (...)

La nouvelle étape dans les pays capitalistes avancés (Etats-Unis, France et Italie en particulier) n'est pas encore le résultat d'une crise économique majeure, mais de l'interaction entre les mouvements révolutionnaires de la jeunesse (qui ont mûri dans le cadre des effets de la révolution coloniale sur cette jeunesse des années durant, et de la façon dont cette jeunesse ressent les conséquences du développement de la société " néocapitaliste ") et les fluctuations de la conjoncture économique qui influencent plus particulièrement la classe ouvrière.

Or ces fluctuations sont restées jusqu'à maintenant celles propres à un " boom " : inflation, déclassements et reclassements incessants de la main-d'œuvre, intensification du rythme de travail dans les usines.

Mais même la classe ouvrière, particulièrement ses nouvelles couches, se sont mises en mouvement pour des revendications qui dépassent le cadre strictement " matériel " salarial, qui posent, contre l'opposition et le conservatisme des appareils syndicaux et politiques traditionnels, des problèmes concernant la transformation de la condition prolétarienne dans l'entreprise et la société : auto-organisation et auto-direction des luttes ouvrières ; contrôle et pouvoir ouvrier dans les entreprises ; autogestion. C'est-à-dire qu'actuellement la tendance, y compris dans la classe ouvrière est vers une contestation plus fondamentale de la société " néocapitaliste " qui surgit de son développement même, économique et culturel.

Les événements de mai 1968 ont éloquentement illustré cette tendance.

Ces mêmes événements - qui constituent la plus importante expérience révolutionnaire en France depuis la Commune, et la plus importante sur l'échelle de l'ensem-

ble des pays capitalistes avancés, depuis la 2^e guerre mondiale, ont également mis en valeur le thème fondamental de l'Autogestion en tant que ligne directe du contenu démocratique d'une restructuration socialiste de la société.

Le rapporteur s'est étendu longuement sur ce thème. Reprécisant nos idées sur cette question. Notre projet de l'Autogestion diffère naturellement qualitativement fondamentalement de celui des Anarchistes.

Car il s'agit pour nous d'envisager scientifiquement la période de transition du capitalisme au socialisme et dont une grande partie se déroulera sous le signe d'un régime combinant Autogestion, formes d'économie marchande et monétaire, et planification, avec l'existence inévitable d'un pouvoir politique central, qui aura entre autre comme tâche, de rétablir sans cesse l'équilibre entre ces trois éléments. Dans notre conception de l'Autogestion diffère aussi d'autres projets (y compris celui des Yougoslaves). Par ces deux traits qui doivent caractériser son application : déprolétarianiser, dès le début, le prolétariat, économiquement et culturellement.

Economiquement en introduisant un mode de rémunération basé sur la valeur créée par le travail de chacun ; culturellement en incluant le temps consacré à l'éducation politique, générale et professionnelle permanente des travailleurs, dans le temps quotidien socialement nécessaire de travail, et rémunéré par la société.

Certes l'Autogestion est un processus et ne saurait être appliquée dans la forme la plus perfectionnée immédiatement. Mais il s'agit d'entamer, dès le début, ce processus sujet à un perfectionnement continu, au fur et à mesure que s'élève le niveau économique et culturel de la société de transition.

La Tendance doit se faire connaître dans le mouvement communiste international et révolutionnaire comme celle qui défend un tel sens du socialisme, de l'époque de transition en particulier. Nous sommes les militants du socialisme autogestionnaire (dans le sens explicite) et qui implique une autre conception non seulement en ce qui concerne le contenu économique du " modèle ", mais également le contenu de l'" Etat Ouvrier ", du " Parti révolutionnaire " de la " démocratie socialiste ", des rapports de l'Etat et du Parti avec la classe, du rôle, propre de chacun.

C'est autour de ces thèmes qu'il faut développer le Programme de Transition vers le socialisme. Quant à l'utilisation

immédiate non pas du concept général de l'Autogestion, mais du mot d'ordre propagandiste et agitational de l'Autogestion, les précisions nécessaires sont les suivantes : dans des périodes pré-révolutionnaires la propagande inlassable pour l'Autogestion doit se combiner avec l'agitation pour le contrôle ouvrier dans les entreprises. Dans des périodes de crise révolutionnaire, occupation passive des entreprises et services doit se transformer en occupation active avec autogestion des entreprises et services et armement des travailleurs.

Accéder à cette étape signifierait ouvrir la dynamique, et la logique de la lutte allant du pouvoir partiel à la conquête du pouvoir total.

Quant à la question des perspectives économiques, il s'agit de retenir les clarifications suivantes. Nous nous sommes opposés dans le passé contre tous ceux qui faisaient dépendre l'éclatement des luttes révolutionnaires en Europe (et dans les pays capitalistes avancés en général) de l'éclatement d'une crise économique majeure du type de celle de 1929-1933 (qui hantait et hante l'esprit des " Vieux Trotskyistes " et autres révolutionnaires). Nous avons insisté sur l'idée que les conséquences globales du développement de la société " néo-capitaliste " plus les fluctuations propres et inévitables de la conjoncture économique dans sa phase de " boom " ou de " récession " (inflation, chômage partiel, intensification du travail) sont suffisantes pour déclencher de telles luttes, et que l'obstacle pour leur développement est plutôt d'ordre " subjectif " : poids des appareils conservateurs conservateurs traditionnels, absence des perspectives et de programme clairs concernant le " modèle ", la " nouvelle société " pour laquelle nous luttons.

Actuellement les perspectives pour une " récession " plus grave que par le passé se précisent à cause surtout de la crise monétaire qui se développe et qui persiste malgré les palliatifs provisoires (droits de tirage spéciaux, inconvertibilité pratique du dollar en or, eurodollars, etc.) et qui marquent un changement du rapport des forces au sein des économies capitalistes, de nouveau en faveur de celle des États-Unis.

(...)

L'impasse pour le capitalisme ne saurait être économique (provenant de l'évolution économique propre du capitalisme), mais politique et social. Actuellement, le facteur qui fait empirer le climat économique sont les luttes révolutionnaires de

masses dans les pays capitalistes avancés.

Ce sont ces luttes qui ouvrent des perspectives révolutionnaires, en plein milieu même, du " boom " ou d'expansion économique, comme c'est le cas, par exemple, actuellement en Italie (où la production continue à se développer, ainsi que les exportations de ce pays à devises encore " forte ").

Il s'agit, c'est-à-dire, de dialectiser la conception de la crise révolutionnaire, produit d'interaction (dialectique) entre facteurs multiples d'ordre " structurel " et " superstructurel " agissant dans le cadre de l'évolution globale de la société " néocapitaliste " (engendrant sa crise par son développement même économique et culturel spécifique, tel qu'il est ressenti sur le plan du niveau et du genre de vie des masses).

Sur le plan du Programme, une précision a été donnée, ayant une valeur plus particulière pour les pays dans lesquels agissent des Partis Ouvriers et des syndicats de masse. La formule algébrique du pouvoir transitoire et dans sa première phase (à concrétiser davantage selon chaque cas), lors d'une crise, serait celle du Gouvernement des Partis Ouvriers et des Syndicats, basé sur le réseau des Comités dans les Entreprises, les Services, les Universités, les villages. Il s'agit d'éviter d'opposer Comités aux Partis et Syndicats traditionnels, au risque de bloquer la dynamique du processus déclenché et de manquer la victoire. Il s'agit, au contraire, de faire preuve de souplesse confiants dans la logique et dynamique révolutionnaires, qui obligerait dans un premier temps les formations traditionnelles à prendre tout le pouvoir, mais à se soumettre (ou se démettre) par la suite au contrôle, de plus en plus décisif des Comités, organes autogestionnaires de la classe.

Aussi bien en France qu'en Italie, la situation peut évoluer de manière à rendre la question de l'accession des Partis Communistes et socialistes et des syndicats qu'ils influencent, au pouvoir, plus actuelle, plus pressante que jamais. Il s'agirait alors d'infléchir la tendance pour un " Front Populaire " vers un pouvoir exclusivement " ouvrier " appuyé sur les Comités.

La Conférence s'est terminée par une discussion préliminaire sur ses perspectives de travail et sa dénomination future. Faute de préparation adéquate et temps suffisant, il faut décider à l'unanimité que cette question fera l'objet d'une Conférence spéciale qui pourrait se tenir fin janvier 1970 et qui se préparer sur la base d'un document à soumettre à la dis-

cussion portant sur ces questions. (...)

Résolution sur la situation dans les pays capitalistes avancés et la nouvelle dynamique de la révolution mondiale

De très importants développements ont marqué l'évolution de la situation internationale depuis 1968 en particulier.

Certains d'entre eux permettent de mieux élaborer le programme et les perspectives de la Révolution Socialiste, d'une part dans les pays capitalistes avancés et d'autre part dans les Etats Ouvriers développés.

Jugée globalement l'évolution présente de la situation internationale confirme et renforce l'appréciation fondamentale suivante: l'équilibre relatif qui était établi ces dernières années dans les pays capitalistes avancés et les Etats Ouvriers développés, vient d'être rompu.

Des forces révolutionnaires accumulées au sein de ces deux secteurs de la Révolution Mondiale sont de nouveau en action, déterminant une longue conjoncture susceptible de donner lieu à de très importants développements révolutionnaires.

Pour toute une période c'était le secteur de la Révolution Coloniale qui constituait le principal épice de la lutte révolutionnaire et qui ont énormément contribué à l'exacerbation des contradictions intercapitalistes et inter-impérialistes, ainsi qu'à la politisation des masses agissant actuellement dans les pays capitalistes avancés et les Etats Ouvriers développés.

Le rôle avant-gardiste joué par les Etudiants s l'Ouest et à l'Est, fut en grande partie déterminé par les ~développements de la Révolution Coloniale, concrétisés plus particulièrement dans la guerre du Viet-Nam les acquisitions idéologiques et pratiques de la Révolution cubaine, la lutte des Noirs aux Etats-Unis.

A leur tour, les développements révolutionnaires actuels au sein des pays capitalistes avancés et dans certains Etats Ouvriers développés influent sur les forces de la Révolution Coloniale, les stimulant dans leur lutte continue contre l'impérialisme et la réaction De sorte qu'il se crée actuellement, et pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, un conjoncture internationale particulière d'interaction globale entre les trois secteurs de la Révolution Mondiale. (...)

Les développements révolutionnaires au sein des pays capitalistes avancés, illustrés plus particulièrement par les explosions aux Etats-Unis et en France,

dans les années récentes et cette année par la maturation de la crise révolutionnaire en Italie, ne sont pas à l'étape actuelle le résultat d'une crise économique majeure, mais bien de l'opposition grandissante entre les nouveaux besoins et aspirations ressentis par les plus larges masses de la société " néo-capitaliste ", et les limitations de cette société ~dominée économiquement, politiquement, culturellement par la bourgeoisie monopoliste.

La crise révolutionnaire survient comme résultat du développement économique et culturel, contre le cadre des rapports sociaux qui limitent et ~déforment ce développement.

C'est parce que des larges masses de cette société ont eu accès à un niveau économique et culturel considérable. qu'elles ont acquis des besoins nouveaux et ressenti des aspirations nouvelles, en matière aussi bien économique que ~politique et culturelle, qui les poussent à " contester " la société " néo-capitaliste ", asservie, par les monopoles et leur Etat

Il s'agit (...) là d'un phénomène historique nouveau dans l'évolution du capitalisme, où la contestation révolutionnaire de ce régime naît de son propre développement économique et culturel spécifique De ce point de vue jamais l'interaction dialectique entre les superstructures et la base matérielle de la société ~déterminant le processus révolutionnaire conscient, n'a eu une illustration plus éclatante, infirmant et de manière radicale, une certaine conception essentiellement " économiste " et vulgaire du marxisme.

(...) En France le mouvement révolutionnaire de " contestation " qui s'est amorcé au sein également de la jeunesse étudiante et des intellectuels, et qui, durant les journées de Mai et de Juin 1968 a atteint un très haut niveau, entraînant des millions d'ouvriers et créant une situation objectivement révolutionnaire,

n'est pas le résultat d'une crise économique aigue, mais de l'interaction d'un ensemble de facteurs extérieurs et intérieurs appartenant essentiellement au domaine des " superstructures " politiques, idéologiques, culturelles, caractéristiques de la société française à l'étape actuelle.

C'est surtout ~d'autre part le poids de la bureaucratie des Syndicats et des Partis traditionnels qui fait que le mouvement revendicatif dans les pays capitalistes avancés se cantonne encore pour l'essentiel, dans ~des revendications quasi exclusivement salariales et ne pose pas les questions relatives au changement radical de la condition prolétarienne ~dans les lieux de

production et la société en général. Or, il ne fait aucun doute que les nouvelles générations de travailleurs élevés sous le " néo-capitalisme ", comme cela vient d'être démontré par nombre des luttes importantes récentes dans divers pays européens (Angleterre, France, Italie). (...)

Ce qui donne la mesure de la qualité politique de ces mouvements et de la profondeur de la crise révolutionnaire qui s'accumule. Le fléchissement important de la conjoncture économique peut cependant faciliter la jonction à rechercher entre le mouvement des étudiants et de la jeunesse en général avec les forces essentielles de la classe ouvrière, et vaincre la résistance qu'opposent à cette jonction les forces conservatrices et bureaucratiques du mouvement ouvrier. Le fléchissement important de la conjoncture peut s'avérer le résultat de la perturbation sociale générale provoquée actuellement par le mouvement politique de la jeunesse et de la classe en général. Déjà le processus continu de la concentration et de modernisation (de l'économie capitaliste afin d'accroître la productivité et dans une concurrence internationale avivée maintenir le taux, de profit des grandes entreprises monopolistes, a sérieusement entamé le " plein emploi " avec la réapparition du chômage technologique (...)

La valeur théorique exceptionnelle des événements de Mai-Juin 1968 en France, réside entre autres, dans le fait qu'ils ont apporté des indications extrêmement précieuses concernant ces deux questions.

S'il est toujours dangereux d'extrapoler abusivement d'une seule expérience, non entièrement et victorieusement développée, il est en tout cas possible et nécessaire d'approfondir les indications fournies par cette expérience (...) Sur le plan du programme l'expérience française peut se résumer globalement dans la formule générale suivante: -les nouvelles générations montantes aspirent à une société caractérisée par une économie socialisée, autogérée, et à une société en général démocratiquement autogérée de la base au sommet dans tous les domaines, économique, politique, culturel.

C'est en partant de cette conception qu'il faut élaborer le programme transitoire précis de la lutte pour la Révolution en vue de cette société.

Il est devenu patent par l'expérience française que le " modèle " du socialisme qui convient aux pays avancés ne saurait en aucun cas être celui (d'un régime bureaucratique, dans aucun domaine. Car

il risquerait autrement, même en cas de victoire remportée p. e. dans une première phase sous le signe d'une coalition des Partis Ouvriers et Syndicats traditionnels, d'être immédiatement et violemment " -contesté " par de larges masses révolutionnaires.

Aussi bien pour la mobilisation effective de celles-ci que pour la victoire durable de la Révolution, il est nécessaire de charpenter un programme audacieusement démocratique, allant au-delà même de l'expérience bolchévique du temps de Lénine et de Trotsky.

Et ceci aussi bien sur le plan du programme que de l'organisation politique de l'avant-garde.

En matière économique le programme doit préconiser non pas l'étatisation des principaux moyens de production, mais leur socialisation, c'est-à-dire leur autogestion démocratique (et pas seulement leur contrôle) par le collectif de leurs travailleurs.

La socialisation des moyens de production ne saurait être dès le début général. Elle doit s'étendre au fur et à mesure que le développement des forces productives, du niveau culturel et l'extension mondiale de la Révolution permet de socialiser certains secteurs de l'économie, de manière qui assure à la fois une meilleure rentabilité économique et sociale de ces secteurs.

En matière plus particulièrement d'agriculture la politique générale à suivre serait de socialiser les grandes entreprises agricoles capitalistes et d'encourager par une aide matérielle et technique substantielle de l'Etat le regroupement coopératif de la petite propriété agricole.

Une ligne générale analogue doit être adoptée envers l'artisanat, le commerce, la petite industrie.

La planification nécessaire de l'économie socialisée doit s'articuler dialectiquement avec le marché, et démocratiquement avec l'autogestion.

En matière politique le programme doit préconiser l'autogestion politique à tous les échelons, local, communal, régional, national fédératif et confédératif. Le système politique du socialisme démocratique affirme en outre le droit au multipartisme dans le cadre -de la légalité socialiste constitutionnelle et les pleins droits à l'association de toute sorte, la libre expression etc. au sein de cette constitution. (...) l'indépendance et l'autonomie par rapport à l'Etat et l'organisation politique majoritaire dirigeante, l'autogestion à tous les niveaux par les artisans et consommateurs

des différents services sociaux (éducation, santé, habitat, urbanisme, loisirs, etc..) La tendance fondamentale du régime est de promouvoir la gestion directe de la société à tous les niveaux par les producteurs et les citoyens, et non pas de stratifier des couches privilégiées qui assument par délégation cette gestion.

Ce qui implique, entre autre, un effort réel dès le début pour appliquer progressivement les principes suivants : la rémunération du travail sur la base du travail fourni par chacun, c'est-à-dire de sa contribution individuelle et collective aux richesses produites, ou l'équivalent matériel des services sociaux rendus (1) l'éducation permanente, politique, général* et professionnelle des travailleurs afin de diminuer constamment l'écart entre les privilégiés de la culture et la base des producteurs directs et des citoyens.

C'est en appliquant ce principe qu'on abolit effectivement le salaire et on rétribue le travail de la manière la plus " juste ", c'est-à-dire la plus égalitaire possible pendant la période de transition du capitalisme au socialisme. Quant aux objections concernant comment évaluer le travail fourni par chacun, c'est là une question technique à régler par les décisions démocratiques de chaque collectif de travail et par les syndicats. Il ne reste en réalité que la question de la rétribution des quelques » spécialistes " qui n'accepteraient pas un tel principe et dont on aurait besoin. Le cas de tels "spécialistes " se réglerait en louant leurs services par « l'entrepreneur collectif » des entreprises autogérées, ou de tel ou tel service social autogéré. Ce qui suppose une réforme radicale de l'enseignement, qui deviendrait permanent et inclus dans le temps de travail social quotidien et rétribué. C'est-à-dire le temps de travail quotidien rétribué comporterait à la fois le travail productif proprement dit et le temps consacré à l'éducation.

(...) La société de transition est nécessairement pour toute une période, une société dans laquelle coexistent des formes économiques socialistes et des formes d'économie monétaire et marchande. Cela doit être accepté non pas en tant qu'inconvénient inévitable mais en tant que caractéristique fondamentale de la transition concrète, réelle, du capitalisme au socialisme parachevé

La politique économique de la période de transition est schématiquement celle d'une N.E.P. contrôlée par le Plan et l'Autogestion.

Le pouvoir politique conscient de la classe, exprimé dans son organisation

autogestionnaire de la base au sommet, agit dans le sens d'assurer le développement plus rapide, et de plus en plus économiquement dominant du secteur socialisé de l'économie et de contrôler étroitement les forces économiques de nature antisocialiste, sans les supprimer arbitrairement et prématurément.

D'où l'importance, avant tout, capitale de la structuration d'un véritable pouvoir politique démocratique de la classe. L'autre alternative, en l'absence d'une telle conception globale de la période de transition c'est l'instauration inévitable d'une dictature bureaucratique reposant sur l'étatisation forcée générale d'économie, sa planification formelle forcée et sa gestion exclusivement administrative centralisée.

Une telle orientation générale du programme et sur tout sa réalisation pratique exige l'existence d'une organisation politique d'avant-garde adéquate

C'est tout le problème du nouveau type d'organisation politique révolutionnaire qui conviendrait aux indications et exigences historiques nouvelles dans les pays avancés. Il n'est pas question, de mettre en cause la nécessité d'une telle organisation, ou la validité historique du Parti bolchévique selon Lénine. Ce dont il est question maintenant à la lumière d'une très riche expérience, c'est de redéfinir le rôle de cette organisation et son fonctionnement. Tout embellissement du rôle du " Parti " conçu en tant qu'organisation restreinte, fermée, d'une élite qui prend l'habitude de se substituer à la classe, de la " diriger " et de gouverner en son nom en déléguant à elle-même, de façon plus ou moins durable, Le pouvoir de la classe, de se confondre donc avec l'Etat " ouvrier " de domestiquer les Syndicats et toutes les organisations et institutions des masses, est à rejeter catégoriquement.

L'organisation politique révolutionnaire de l'avant-garde n'a comme but que d'aider la classe à jouer pleinement son rôle, ~n devenant le principal catalyseur et allié de l'activité créatrice démocratique de la classe.

C'est par son très haut niveau idéologique et pratique que l'organisation politique révolutionnaire de l'avant garde joue son rôle au sein de la classe et des organisations et organismes par lesquels se manifeste l'activité démocratique créatrice de celle-ci. (...)

Les problèmes ~de la démocratisation et du renversement du régime bureaucratique dans les Etats Ouvriers les plus développés, se posent également en termes quasi identiques.

A la suite des progrès économiques et culturels accomplis par eux et dans le contexte révolutionnaire international actuel, le processus de la " Révolution Politique " c'est-à-dire de la démocratisation du système politique et de la naissance d'une véritable ~démocratie socialiste, avec les répercussions que cela comporte sur tous les plans, connaît une nouvelle phase supérieure.

Ce n'est pas par hasard que le processus se manifeste avant tout avec une vigueur particulière dans les Etats Ouvriers les plus avancés: la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, en URSS même. L'expérience tchécoslovaque est, dans un sens, le pendant de l'expérience française de Mai-Juin 1968. Elle donne des indications très précieuses du point de vue théorique sur les lignes générales de la " Révolution politique " à réaliser dans~ ces pays.

Economie socialisée autogérée, société autogérée de la base au sommet dans tous les domaines, droit au système politique multipartiste dans le cadre de la légalité constitutionnelle, organisation politique de l'avant garde démocratique distincte de l'Etat, reconnaissant le droit aux tendances et ayant comme but d'aider la classe à gérer elle-même directement la société, toutes ces idées ont reçu une confirmation éclatante, y compris lors des événements historiques qui marquent le " re nouveau " tchécoslovaque.